SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 26 JUIN 1891.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Instruction publique, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour l'exercice 1891.

(Voir les nos 116, VI, session de 1889-1890, 4, VI, 57, 145 (1 annexe), 155, 157, 161, 165 et 169, session de 1890-1891, de la Chambre des Représentants; 82, session de 1890-1891, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron SURMONT DE VOLSBERGHE, Président-Rapporteur, le Baron d'HUART, le Baron WHETTALL, MULLE DE TER SCHUEREN et SOUPART.

MESSIEURS,

Le budget pour l'exercice de 1891 qui nous est soumis s'élève à la somme de 23,136,593 francs.

Il présente sur le chiffre du budget de l'année précédente une augmentation de 67,908 francs.

Mais la différence est en réalité plus forte. Le budget de 1890 contenait un crédit pour couvrir les frais des élections générales et un crédit pour les fêtes du jubilé national, s'élevant ensemble à 209,000 francs. La différence réelle est donc de 276,908 francs.

Voici les principaux articles et les motifs qui expliquent cette différence.

ART. 2. En plus, 4,600 francs justifiés par la nécessité de renforcer un service du département.

A l'article 17, augmentation de 10,623 francs partagée entre les services de diverses provinces où il a fallu augmenter le personnel.

ART. 36. Une augmentation de subsides aux décorés de la croix commémorative de 1830 exige une majoration de crédit de 8,500 francs.

Le total de l'article 37 est majoré de 1,000 francs repris de l'article suivant.

ART. 45. Le crédit est augmenté de 4,700 francs.

ART. 46. Ce crédit est augmenté de 5,500 francs y compris 18,000 francs en charge extraordinaire et temporaire.

L'article 49 exige 2,100 francs de plus.

ART. 50. 3,000 francs d'augmentation.

Ces dernières majorations ont été demandées par le Gouvernement pour satisfaire aux besoins des divers services.

Une modification apportée dans l'organisation des musées royaux exige aux articles 57 et 58 des augmentations respectives de 20,000 et de 25,000 francs.

Les différences considérables que vous pourrez constater aux articles 72 et suivants du budget s'expliquent par l'application de la loi du 10 avril 1890 sur l'enseignement supérieur. Elles sont complètement justifiées.

La note fournie par le département établit que le crédit pour les athénées (art. 93) est insuffisant et qu'il y a lieu de l'augmenter de 91,000 francs. Il en est de même pour l'augmentation de 12,250 francs à l'article 100.

D'autre part, un certain nombre d'articles ont subi une diminution. Nous constatons cependant que les augmentations portent principalement sur les crédits alloués à l'enseignement public.

Quoique les augmentations de crédits demandées par le Gouvernement trouvent leur justification dans les motifs fournis par lui, votre Commission ne peut s'empêcher d'exprimer une certaine crainte. Elle croit qu'il faut maintenir les dépenses dans des limites sévères.

Telle a été la politique suivie depuis 1884. Nous espérons que le Gouvernement continuera à marcher dans cette voie. Nous insistons principalement sur les dépenses exigées par les développements excessifs que prennent la bureaucratie et le fonctionnarisme. Votre Commission a présenté chaque année des observations sur ce point; elle ne peut que les répéter encore.

Le fonctionnarisme est une plaie de l'époque, plaie profonde et coûteuse. A voir ce qui se passe, il semble que dans notre siècle, où l'on parle tant d'égalité, il n'y ait de salut que dans les fonctions publiques.

Le fonctionnaire se croit maître. Quand on observe les faits, on est forcé de reconnaître la justesse de cette parole d'un écrivain français :
« Nul bourgeois piqué de l'esprit révolutionnaire ne se croit véritablement »
affranchi et à sa place, tant qu'il n'est pas dans les fonctions publiques.
» Hors de là, il obéit et sert; là, il commande. Le but de la révolution n'est »
nulle part la conquête de l'égalité, mais celle de l'autorité. »

Cette pensée est profondément vraie.

Le fonctionnaire se considère trop comme partie intégrante du pouvoir; pour lui, la foule semble être à son service et il la traite comme telle. Cependant, chargé d'une partie de l'administration de la chose publique, c'est à celle-ci qu'il doit son travail, son intelligence, son dévouement et son zèle. La sincérité, la discrétion, la promptitude dans l'examen et l'expédition des affaires sont des qualités essentielles qu'il doit mettre en pratique. En est-il toujours ainsi?

Votre Commission a examiné le budget; elle croit devoir soumettre au Sénat quelques observations. Nous les rapportons ici en les divisant entre les deux parties du budget.

INTÉRIEUR.

A plusieurs reprises, nous avons insisté sur la nécessité qu'il y a de modifier et de renforcer le contrôle de la gestion financière des communes, hospices et bureaux de bienfaisance. Les sommes dont le maniement est confié à ces administrations est énorme.

Des faits nombreux ont établi depuis bien des années les abus graves qui se commettent ou pourraient se commettre. Il devient urgent de porter remède à cette situation. Alors que la gestion des finances de l'État et des Provinces est surveillée et contrôlée à tous les degrés, celle des communes n'est l'objet que d'une surveillance insuffisante.

Ne pourrait-on pas par une organisation nouvelle des commissariats d'arrondissement développer cette surveillance et la compléter utilement en donnant aux députations permanentes les employés nécessaires, à nommer par ces collègues ?

Ces questions ont été examinées par une commission spéciale qui a déposé des conclusions très motivées et très étudiées. Mais aucune suite n'y a été donnée.

Nous appelons de nouveau la sérieuse attention du Gouvernement sur cette question et nous exprimons l'espoir que, dans un bref délai, des propositions seront soumises aux Chambres.

Votre Commission s'est préoccupée également de l'octroi de subsides à des œuvres littéraires et scientifiques. Elle estime que les encouragements ne sont pas toujours donnés à des œuvres d'un mérite réel.

Il y a parmi les ouvrages subsidiés des œuvres d'un intérêt minime, tandis que d'autres, — revues ou annales de sociétés scientifiques surtout, — ne reçoivent rien des faveurs du budget. Nous croyons que c'est principalement aux ouvrages de ce genre, qu'ils émanent de sociétés ou de particuliers, qu'il faut allouer des secours. Ces œuvres, fruit du travail de spécialistes, ne trouvent pas un nombre d'acheteurs suffisant, beaucoup ne sont pas publiées parce que leurs auteurs n'ont pas les moyens de les faire imprimer. Cependant leur utilité est incontestable.

Nous les recommandons à l'attention bienveillante du Gouvernement avec l'espoir fondé qu'il sera tenu compte de nos observations.

Nous avons demandé précédemment que la liste des ouvrages subsidiés ou auxquels le Gouvernement a pris un abonnement fût publiée. Nous croyons devoir renouveler cette demande; il nous serait possible alors d'apprécier en connaissance de cause, ce qui se passe.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nous ne pensons pas pouvoir parler de l'enseignement supérieur; la loi nouvelle à laquelle cette partie de l'enseignement public est soumise, est trop récente pour que ses résultats puissent être appréciés.

Quant à l'enseignement moyen, n'y a-t-il pas lieu de poursuivre la suppression de certains établissements, où le nombre d'élèves est restreint et où, par conséquent, le chiffre des dépenses est trop considérable eu égard aux résultats obtenus ?

C'est l'opinion de votre Commission, opinion qu'elle a exprimée à plus d'une reprise et sur laquelle elle estime pouvoir insister de nouveau.

L'enseignement primaire soulève comme les années précédentes deux questions : les traitements d'attente, et les subsides à donner aux écoles libres.

Votre Commission a émis l'avis, depuis plusieurs années, qu'il y avait lieu de mettre fin aux traitements d'attente. Les sommes payées de ce chef s'élèvent au 31 décembre 1890 à plus de 6,000,000 de francs. A la même date, il restait à servir 772 traitements de disponibilité. Nous ne parlons pas des traitements d'attente pour cause de maladie ou par mesure d'ordre.

Dans la somme totale de fr. 811,810-44 l'Etat intervient pour fr. 469,511-40. Les communes ont à suppléer le reste et la charge est lourde pour le plus grand nombre d'entre elles.

La question a été longuement débattue à la Chambre, et le Gouvernement a reconnu qu'en principe, il y avait lieu de faire cesser un état de choses qui ne peut se justifier. Mais, il y a des exceptions dont il faut tenir compte : au lieu de suivre la règle, le Gouvernement s'en tient à l'exception.

Votre Commission est d'un avis opposé; elle maintient son opinion exprimée plusieurs fois déjà et elle estime qu'il est temps de supprimer des traitements d'attente qui menacent de devenir perpétuels et de constituer une rente viagère à ceux qui en jouissent actuellement. Nous nous rallions complètement aux appréciations émises à cet égard, dans le rapport de la section centrale.

Nous sommes également d'avis que le Gouvernement devrait entrer dans la voie de subsidier les écoles libres, lorsque ces écoles présentent les garanties exigibles d'organisation et d'enseignement.

Notre situation présente, au point de vue de l'enseignement, quelque chose de spécial. Des deux grands partis qui divisent l'opinion publique, un seul, le parti catholique, a organisé un enseignement complet. Il a son université, ses collèges, ses établissements d'enseignement moyen, ses écoles primaires, institutions nombreuses qui jouissent de la confiance des familles, qui comptent de nombreux élèves et dont les frais retombent exclusivement à sa charge. Ce sont les catholiques qui paient leur enseignement. Ils ont mis en pratique, sur une immense échelle, la liberté d'enseignement inscrite dans la Constitution.

Le parti libéral, au contraire, n'a presque pas d'établissements; si on en excepte l'université de Bruxelles, ils sont très rares les établissements d'enseignement organisés par ce parti.

Pour lui, il ne connaît que l'enseignement donné par l'Etat. Il a la prétention absolument injustifiable que cet enseignement soit le sien, qu'il soit neutre, c'est-à-dire anticatholique, qu'il soit payé par les deniers de tous les contribuables. Jamais le parti libéral n'a mis en pratique la liberté comme le parti catholique.

Il en résulte une situation injuste. Les catholiques paient non seulement l'enseignement qu'ils ont organisé, ils paient encore une grande part de l'enseignement de l'Etat.

(5)

Il y a lieu, croyons-nous, de réparer cette injustice et de rétablir l'égalité, en subsidiant l'enseignement libre.

Nous espérons que cette question sera prochainement résolue. Elle fait de grands progrès dans l'opinion publique et les objections qu'y a faites cette année le Gouvernement ne tarderont pas à tomber. C'est l'objet de tous nos vœux.

Votre Commission vous propose, sous le bénéfice des observations faites ci-dessus, d'approuver le budget de l'intérieur et de l'instruction publique pour 1891.

Le Président-Rapporteur,
B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.